

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

27, RUE DU COMMANDEUR, 75675 PARIS CEDEX 14

Paris, le 26 septembre 1985

n° de travail MM 1 82

LES FEMMES FACE AU CHANGEMENT FAMILIAL

INSTRUCTIONS N° 2

INSTRUCTIONS AUX ENQUÊTEURS

Présentation de l'INED

L'Institut national d'études démographiques (INED) est un organisme public de recherche fondé en 1945 par Alfred Sauvy. Il a pour mission d'étudier les problèmes démographiques sous tous leurs aspects (conjoncturel, socio-économique, historique, médical...) et d'assurer la diffusion des connaissances démographiques. L'INED est, en particulier, chargé d'élaborer le "Rapport annuel sur la situation démographique de la France".

Les sources principales de l'INED sont les données des recensements de la population et de l'état civil élaborées par l'INSEE, mais aussi des enquêtes spécialisées et toutes sortes de documents historiques ou administratifs.

L'INED est un établissement public placé, actuellement, sous la tutelle du Ministère des affaires sociales et regroupant, à Paris, 140 salariés dont près de la moitié de chercheurs. Outre sa revue scientifique "Population", l'INED diffuse à plus de 50 000 exemplaires un bulletin mensuel d'information démographique "Population et Sociétés".

Comme au printemps 1981, l'INED a demandé à l'INSEE sa collaboration pour la réalisation d'enquêtes démographiques de son programme d'études. Deux enquêtes sont inscrites simultanément au tableau de travail.

Ces enquêtes traitent, de deux façons différentes, de l'adaptation de la famille à un nouveau régime de nuptialité dans lequel la cohabitation et le divorce connaissent une fréquence élevée.

L'augmentation simultanée de la fréquence des divorces, du nombre des naissances illégitimes, et du nombre des couples non mariés, témoigne, en effet, de profonds changements dans les comportements matrimoniaux et familiaux, et se traduit par une diversification des situations familiales. Cette diversification pose à son tour des problèmes d'ordre économique, social, juridique et remet en cause de nombreux aspects des législations familiales et fiscales.

L'enquête "Situations familiales" traite donc des formes diversifiées de familles que l'on observe aujourd'hui. L'enquête "Les femmes face au changement familial" observe le devenir des enfants et de l'épouse à la suite de la séparation du couple.

Nous aborderons successivement :

- 1 - les objectifs de l'enquête ;
- 2 - le questionnaire ;
- 3 - les documents de l'enquête ;
- 4 - la méthode de sondage ;
- 5 - la fiche adresse, le contact et le suivi ;
- 6 - remarques générales sur le questionnaire ;
- 7 - les instructions spécifiques à chaque question ;
- 8 - lexique des termes juridiques.

1 - Les objectifs de l'enquête.

Plus souvent qu'autrefois, les enfants sont élevés dans un cadre familial autre que celui habituel d'un couple marié vivant avec ses propres enfants. Les enfants de parents divorcés constituent une fraction de plus en plus importante de ces situations.

Pour des raisons assez variées, les pensions alimentaires sont souvent impayées ou irrégulièrement payées à l'ancien conjoint ; le législateur a plusieurs fois pris des mesures coercitives pour en favoriser le recouvrement ; mais elles conduisent à des procédures judiciaires parfois coûteuses, lentes et complexes. Pour en faciliter l'accès au conjoint créancier, le Parlement a donc voté une loi chargeant les Caisses d'allocations familiales de prendre en charge ces procédures. Un premier volet de la loi s'appliquant aux seules familles allocataires est entré en application dès le début de cette année. En décembre, tout créancier d'une pension impayée au titre de ses enfants pourra demander à sa Caisse d'allocations familiales (C.A.F.) de se substituer à lui pour ces démarches. L'enquête entreprise devra fournir aux C.A.F. des informations utiles pour l'application de la loi.

L'objectif principal de cette enquête est donc d'estimer le nombre des femmes qui désireraient faire appel aux C.A.F. pour recouvrer les impayés, mais aussi d'observer pour quelles raisons et dans quelles circonstances les créancières répugnent à se retourner contre leur ancien conjoint, renonçant ainsi aux ressources prévues pour couvrir les dépenses de leurs enfants : ce peut être pour éviter une dégradation des relations avec le père de leurs enfants, mais aussi parce que leur ancien conjoint est insolvable en raison de la faiblesse de son salaire, d'une situation de chômage ou des charges d'une nouvelle famille.

Le problème ne saurait se limiter à la "mauvaise foi" d'un débiteur récalcitrant, même s'il s'en trouve qui répugnent à remplir leurs obligations financières pour des enfants dont ils sont quotidiennement séparés. L'impuissance passée du législateur provient de la grande complexité de situations dont les composantes financières ne sont que les éléments les plus apparents.

Prévoir le nombre des demandes n'est pas une mince affaire ; cela suppose de connaître le nombre de divorces jugés dans le passé et les caractéristiques familiales et économiques des personnes concernées. Or les statistiques de divorces présentent en France des lacunes si graves qu'on ne connaît même pas précisément le nombre des divorces jugés chaque année, ni celui des enfants concernés. A fortiori ignore-t-on en quelle proportion les divorcés se sont engagés dans une nouvelle vie de couple (remariage ou union consensuelle) et ont eu des enfants de cette nouvelle union. Ces aspects sont certainement assez déterminants du comportement à l'égard de l'ancien conjoint. On sera donc conduit dans l'enquête à reconstituer la vie matrimoniale des divorcés dans l'après-divorce ; la compréhension des évolutions oblige même à enquêter des couples divorcés sans enfant et des couples séparés mais pas encore divorcés ; la connaissance démographique ainsi apportée sera considérable.

2 - Le questionnaire.

Une présentation détaillée du questionnaire conduit à l'énumération des parties suivantes :

- A - les unions de l'enquêtée ;
- B - l'union avant la séparation, l'ancien conjoint ;
- C - la formation et la vie professionnelle de l'enquêtée ;
- D - la séparation ;
- E - le logement et la séparation ;
- F - le partage des biens ;
- G - les relations familiales et la séparation ;
- H - les enfants de l'enquêtée ;
- I - les enfants et la séparation ;
- J - parents et enfants depuis la séparation ;
- K - pensions alimentaires ;
- L - le réseau familial depuis la séparation ;
- M - opinions ;
- N - le conjoint actuel de l'enquêtée ;
- O - la composition du ménage ;
- P - les ressources.

3 - Les documents de l'enquête.

Les divers documents de l'enquête sont les suivants :

- la lettre avis et le dépliant sur l'INSEE, l'INED et les enquêtes ;
- la fiche adresse de la D.R.
- l'instruction aux enquêteurs ;
- une carte de codes de couleur verte ;
- un livret de listes réponses ;
- le questionnaire ;
- une feuille sur la nouvelle loi à laisser à l'enquêtée.

4 - La méthode de sondage.

La constitution d'un échantillon de personnes ayant connu le divorce présente des difficultés réelles : le statut matrimonial actuel est une information accessible dans les bases de sondage habituelles comme le recensement ou même l'Enquête emploi, mais ces bases ne permettent pas de distinguer les personnes remariées après divorce de celles mariées pour la première fois, et ne mentionnent pas l'ancienneté du divorce éventuel.

Une seule source peut nous renseigner sur l'histoire des mariages terminés : c'est l'Enquête famille de l'INSEE réalisée en association au recensement sur une partie des districts. Posé à 300 000 femmes âgées de 15 à 64 ans, le questionnaire décrit les mariages de la femme et le calendrier de naissance de ses enfants. Cette enquête est (avec l'état civil) une source essentielle d'informations sur la fécondité en France. Ainsi, l'enquête sur les pensions alimentaires ne s'adresse qu'aux femmes parce que nous manquons d'une base de sondage permettant de sélectionner les hommes remariés après un divorce. Pourtant, un petit nombre d'entre eux ont la garde des enfants et ont droit à une pension alimentaire. Par ailleurs, l'interview des "mauvais payeurs" aurait permis de mieux comprendre l'origine des impayés.

Cette base de sondage présente des inconvénients qui vont retentir sur la collecte. Les adresses datent de mars 1982 ; des migrations sont intervenues depuis cette date, et comme pour l'Enquête FQP, il faudra retrouver les personnes qui auront déménagé ; sans doute s'agit-il d'une population assez mobile, à cause précisément de la rupture du couple. Comme dans l'Enquête FQP, une autre D.R. prendra la suite du dossier si la nouvelle adresse est trop lointaine.

A cette mobilité des enquêtés s'ajoute une autre cause de dispersion défavorable de l'échantillon : l'implantation de l'Enquête famille en dehors de l'échantillon-maître écartera certaines zones d'enquête des lieux de résidence des enquêteurs. Par ailleurs, le fichier ignore les nombreux divorces intervenus depuis 1982. Pour cette raison, la population enquêtée sera celle des femmes qui en 1982 :

- résidaient en métropole (et ont répondu à l'Enquête famille) ;
- et se sont déclarées divorcées depuis 1970 ou séparées (de fait) de leur dernier conjoint légitime depuis 1968.

L'échantillon ne comportera donc jamais de célibataires, mais pourra comprendre des femmes séparées non divorcées, ou encore des femmes divorcées jamais concernées par les pensions alimentaires.

Une autre difficulté survient alors : certaines femmes auront repris après 1982 leur nom de jeune fille, qui figure heureusement sur les bulletins du recensement. Mais, une partie des femmes de l'échantillon se seront remariées depuis le recensement, auront pris le nom de leur nouveau mari et nous n'aurons aucune trace de ces événements. Elles sont d'autant plus essentielles à la qualité de l'échantillon que ces migrations et changements de noms sont liés à l'histoire matrimoniale de l'enquêtée.

5 - La fiche-adresse, le contact et le suivi.

- La fiche-adresse.

- La première page de la fiche-adresse nous fournit l'adresse de l'enquêtée au recensement de 1982, son nom à cette date ainsi que celui de l'occupant principal du logement (souvent un nouveau mari ou compagnon). Si le nom de l'enquêtée a changé, inscrivez le nouveau nom en C page D.

- En cas de changement d'adresse, vous inscrivez les nouvelles adresses en D sur la même page.

Attention ! L'INED ne recevra que les pages 3 et 4 de la fiche adresse ; complétez donc bien la page 3, nécessaire à l'INED pour savoir ce qui s'est passé sur le terrain.

- En cas d'échec, la fiche-adresse anonymisée (p. 3 et 4) est le seul document retourné à l'INED ; il doit donc comporter les commentaires concernant le traitement de l'adresse en question :

- en E2-E3, notez le type d'empêchement pour le contact (avec les précisions dont vous disposez) et les démarches positives ou négatives effectuées pour tenter de retrouver l'adresse (cf. exemple) ;

- en E4, notez les raisons d'échec (refus et justification donnée au refus, présence d'interphone...).

La page 4 de la fiche-adresse est remplie par la Direction régionale ; vous disposez cependant du cadre final pour apporter toutes précisions utiles sur la collecte. Utilisez-le !

Exemple

E RESULTATS DES DEMARCHES

1 L'enquêtée a-t-elle été jointe personnellement à l'adresse indiquée?

1 Oui datez et allez à la question 4

2 Non

2 Pour quelle raison ?

- 1- Adresse fausse ou incomplète.
- 2- Individu inconnu à cette adresse ou dans le voisinage.
- 3- L'enquêtée est partie résider à l'étranger.
- 4- L'enquêtée est absente pour une longue durée à une adresse inconnue ou à l'étranger.
- 5- L'enquêtée bien que présente est impossible à joindre à son adresse.
- 6- L'enquêtée a déménagé sans laisser d'adresse.
- 7- L'enquêtée est décédée.
- 8- L'enquêtée a déménagé et une nouvelle adresse a été obtenue.
- 9- L'enquêtée s'est absentée durablement à une adresse où elle peut être jointe.

3 Préciser les démarches entreprises et les renseignements obtenus sur la situation familiale, professionnelle et géographique de l'enquêtée, (joindre éventuellement une feuille complémentaire).

4 L'enquête a-t-elle été réalisée ?

1 Oui

2 Non

5 Préciser la justification donnée au refus ou à l'empêchement.

RESULTAT DE LA VISITE

A LA 1ère ADRESSE

DR 128 M=1 F=2
initiale N° ENQUÊTEUR SEXE

1
JOUR MOIS HEURE

②

- 1 L'enquêtée est partie s'occuper
- 2 des enfants de sa fille à la suite
- 3 de l'accouchement de celle-ci.
- 4 Les voisins m'ont fourni en
- 5 plus de ce renseignement le
- 6 nom de sa fille et sa commune
- 7 de résidence.
- 8 Faut de renseignement,
- 9 dans l'annuaire téléphonique,
- 10 j'ai pu retrouver l'adresse
- 11 précise sur place auprès
- 12 des commerçants.

RESULTAT DE LA VISITE

A LA 2ème ADRESSE

21 128 M=1 F=2
DR N° ENQUÊTEUR SEXE

① 21 11 14
JOUR MOIS HEURE

2

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9

①

2

L'enquête s'est bien réalisée; j'ajoute cependant que l'enquêtée, bien que surprise de ma visite chez sa fille, m'a très bien accueilli et a été très intéressée par le questionnaire ... (suite page 4)

- Le contact.

Conformément à l'usage, l'enquêtée sera informée de votre visite par la lettre-avis accompagnée d'un dépliant commun aux deux enquêtes et traitant de l'évolution des situations familiales. La lettre-avis annonce une enquête auprès des femmes sur ce même sujet et développe le thème des pensions alimentaires. C'est la meilleure présentation à fournir à l'enquêtée : l'analyse de l'évolution des situations familiales est un objectif neutre conduisant à interroger des personnes de toutes conditions familiales.

Ce contexte est rassurant, en particulier pour des personnes qui, depuis leur séparation, se sont remariées et pourraient être inquiétées de n'avoir été sélectionnées qu'en raison de leur rupture passée. Elles comprendront fort bien que l'échantillon devait inclure un nombre suffisant de personnes qui autrefois avaient connu une séparation et qu'on ne pouvait étudier les suites de cette séparation en écartant les femmes sans enfant et celles qui se sont remariées.

En général, il vous suffit de dire que l'adresse a été fournie par l'INSEE. S'il vous faut donner plus d'indications, les renseignements sont issus du bulletin famille (2F) du recensement dont l'une des fonctions reconnues est de fournir des échantillons à l'INSEE.

Efforcez-vous de vérifier préalablement que la femme que vous allez enquêter est bien :

- non célibataire (au moins une fois mariée en A3-A4 du questionnaire) ;
- séparée d'un mari (voir A12) ;
- de même date de naissance que sur la fiche-adresse (voir C1).

L'enquête-pilote nous a montré que l'accueil au thème est assez favorable ; divorcées ou séparées de leur ancien mari, les enquêtées ont connu les conflits liés aux pensions impayées ; ou, si elles ont pu les éviter, elles se sentent proches des femmes qui connaissent cette situation. Rares sont les échecs dus au refus de revenir sur une période pénible révolue. Cependant, le sujet ne peut être traité sans émotion pour certaines enquêtées ; de plus, la présence de tiers nuit au déroulement de l'interview, surtout en cas de nouvelle union.

Vous pouvez laisser à l'enquêtée une feuille la renseignant sur ses droits et sur les démarches à entreprendre en cas d'impayé des pensions.

- Le suivi des adresses.

Comme l'enquête FQP, cette enquête est réalisée auprès d'individus dont on ne connaît que l'adresse de mars 1982. Il est essentiel de retrouver la presque totalité des migrants car un déménagement est souvent la conséquence d'un changement matrimonial. Ces migrations s'avèrent un filtre très sélectif. Ne pas enquêter les migrants serait une erreur du même type que de ne pas enquêter les personnes remariées.

Si vous avez réalisé l'enquête FQP, vous connaissez l'extrême diversité des occasions par lesquelles on retrouve le lien avec l'enquêtée : les voisins, la famille, les commerçants, l'annuaire informatisé ou non... L'imagination est reine en la matière.

Si votre piste s'interrompt, contactez votre responsable d'enquêtes qui pourrait avoir des informations complémentaires à vous fournir.

Si l'adresse trouvée vous paraît inaccessible, prévenez-en aussitôt la D.R. ; le dossier sera transmis à un enquêteur plus proche, de votre D.R. ou d'une autre. La découverte de l'adresse vous sera rémunérée.

La date limite de transfert des dossiers vers un nouvel enquêteur est fixée au 15 décembre 1985. La collecte des derniers dossiers de migrants devra être menée avec soin début 1986 pour assurer une bonne couverture de l'échantillon.

Ceci ne devrait pas empêcher la fourniture très rapide des premiers résultats de l'enquête : dès la vérification du questionnaire en D.R., un petit nombre de renseignements seront relevés sur une fiche. Ils seront adressés aux enquêteurs associés à l'enquête, et aux enquêtées qui le demanderaient.

N.B. Lorsque l'échantillon est tiré sur la base des logements, on a l'habitude de considérer les absences de longue durée comme une raison d'échec. Dans cette enquête où l'on fait suivre les dossiers de migrants en métropole, un absent de longue durée dont on connaît l'adresse temporaire devra être enquêté à cette adresse. Il sera seulement prudent de s'enquérir des dates d'absence pour éviter à la D.R. mobilisée un long déplacement inutile.

6 - Remarques générales sur le questionnaire.

1) Les termes en vert (et en italique) sont uniquement destinés à l'enquêteur : ils ne doivent pas être lus à l'enquêtée.

Les étoiles vertes sont des indications pour la codification et sont sans incidence sur le déroulement du questionnaire.

2) Les questions encadrées en vert. Certaines questions sont inscrites dans des encadrés verts. Elles ne doivent être posées que si une réponse déterminée est donnée à la question qui précède l'encadré. Si c'est une autre réponse qui est donnée, il faut sauter l'encadré et passer à la question suivante.

Ex. q. **B1** - réponse OUI : la flèche noire conduit à l'encadré vert et la q. **B2** est posée ;

- réponse NON : on passe à la q. **B3**.

Ex. q. **C5** - réponse NON : incluse dans l'encadré vert la q. **C6** est posée ;

- réponse OUI : on passe à la q. **C7**.

3) Les liste(s)-réponse(s). Elles reproduisent les batteries de réponses du plus grand nombre des questions fermées. Elles sont présentées à l'enquêtée au fur et à mesure du déroulement du questionnaire : la liste-réponse **B9** à la q. **B9**, la liste-réponse **B12a**, **B12b** à la q. **B12a** et à la q. **B12b**, etc...

Ce support matériel permet à l'enquêtée de mieux assimiler les réponses qui lui sont lues. La lecture de toutes les réponses reste en effet nécessaire.

4) Les pointillés. Plus généralement, tous les items-réponses précédés de pointillés doivent être lus à l'enquêtée (p. ex. **B4**, **B6**, etc.). Il convient de lire toutes les réponses possibles, même si l'enquêtée pense pouvoir répondre dès le début. En entendant d'autres possibilités, la personne interrogée peut en effet trouver une réponse mieux adaptée.


5) Les filtres. Les filtres se présentent sous trois formes (cf. p. ex. page 14) :


1. en **E5**, le fléchage habituel à l'INSEE (code 2 à 7 : passer directement à **E15**) ;


2. en **E10**, la réponse "Oui", code 1, conduit à un encadré vert en **E11** ; on pose donc **E11** et on continue ensuite avec **E12**. Si la réponse est "Non", code 2 en **E10**, on passe directement à **E12** ;

3. en **E6**, une variante du cas précédent, le filtre "Non", code 2, et la question consécutive **E7** sont inscrits dans un même encadré. Si la réponse est "Oui", code 1 en **E6**, on passe directement à **E8**.

6) Attention instructions !

Votre attention est attirée sur deux instructions charnières par le signe . Vous devez effectuer à cet endroit des choix qui orientent de façon décisive la suite du questionnaire.

En  **A21** vous retenez, parmi l'ensemble des unions de l'enquêtée au tableau **A2** ➤ **18**, celle qui sera décrite ensuite avec un maximum de détail

En  **H14** vous retenez, parmi l'ensemble des enfants de l'enquêtée ceux qu'elle a eus (adoptés, reconnus) avec son ex-mari, car on détaille pour eux ensuite les décisions prises à leur sujet au moment de la séparation.

7) Notation des réponses.

a. Les questions fermées. A chaque question correspond une batterie de réponses. Celles-ci ont été codées par avance. Si la mention "plusieurs réponses possibles" n'est pas faite, il n'y a qu'une réponse par question. Il suffit dans les deux cas d'entourer le chiffre correspondant à chaque réponse dans la colonne de droite.

b. Les questions ouvertes. Il faut inscrire complètement la réponse spontanée de la personne interrogée, sans l'interrompre (ni la résumer). Des lignes noires continues sont prévues à cet effet.

c. Bacs en noir. Ils doivent être remplis par les enquêteurs (exemple : questions **A2** et **A2bis**).

d. Bacs en vert. Ils sont réservés au codage (exemple : questions **B8** ou **B24**). Ne rien y écrire.

e. Ne sait pas. Il est possible de répondre "Ne sait pas", même si la réponse n'est pas prévue explicitement. Noter NSP, quand l'enquêtée ne peut ou ne veut vraiment pas donner de réponse.

8) Instructions sur quelques questions répétées.

Quelques questions reviennent plusieurs fois dans le questionnaire, nous avons regroupé ci-après les instructions qui concernent :

- la profession ;
- le statut professionnel ;
- les diplômes obtenus ;
- les dates ;
- si non : coder 0 ; si oui : combien ?

LA PROFESSION

A plusieurs reprises dans le questionnaire, des questions sont posées sur la profession des individus :

- profession des parents de l'enquêtée....p. 4
- vie professionnelle de l'ex-mari.....p. 5-6
- vie professionnelle de l'enquêtée.....p. 9-10
- vie professionnelle du conjoint
(compagnon) actuel.....p.34

Vous ne donnerez jamais trop de précisions dans la réponse à cette question.

Pour les salariés, indiquez le niveau hiérarchique (classification, catégorie ou grade) en plus du métier exercé.

Précisez pour les chauffeurs, cuisinières, femmes de ménage s'ils travaillent chez des particuliers ou dans un hôtel ou dans une administration, afin de permettre d'isoler la catégorie "Gens de maison".

Exemples de mauvaises réponses à n'accepter en aucun cas :

1) Réponses mauvaises parce que trop imprécises :

Employé	Indiquer exactement le métier de l'intéressé ;
Ouvrier	par exemple : vendeuse de grand magasin, piqueuse
Ingénieur	en confection, ingénieur chimiste.
Fonctionnaire	Pour les fonctionnaires et employés des Services
Employé S.N.C.F.	publics préciser le métier ou l'emploi ; par
Ouvrier au gaz	exemple : commis d'ordre et de comptabilité,
	facteur mixte S.N.C.F.
Commerçant	Répondre par exemple : épicier détaillant,
Industriel	mécanicien réparateur d'automobiles, directeur
	d'une fabrique de pâtes alimentaires.
	Préciser le nombre d'employés.

2) Réponses mauvaises parce qu'incomplètes :

O.S.2	
O.P.	Ces mentions indiquent la situation dans la
Ouvrier qualifié	hiérarchie professionnelle, mais ne donnent pas
Chef d'équipe	le métier individuel.
Contremaître	
Mécanicienne	Ici, c'est le contraire, on a le métier individuel,
Electricien	mais il manque la qualification, le niveau dans la
Chimiste	hiérarchie professionnelle.

Il faut joindre les deux ordres de renseignements : exemple :
contremaître de laminoir, ajusteur P2, mécanicienne en confection.

Gérant
Il faut préciser : gérant de S.A.R.L., gérant d'immeuble, gérant libre, etc. ..., et préciser le nombre d'employés.

LE STATUT PROFESSIONNEL

Les salariés :

- d'une administration ou d'une collectivité locale. On classera notamment dans cette rubrique :

les ministères et leurs services, les communes, départements, régions et leurs services, les P.T.T., les C.R.O.U.S., les centres de F.P.A., et autres organismes rattachés à l'enseignement public, les hôpitaux publics et l'ensemble de l'Assistance publique, les offices H.L.M., les ports et aéroports dépendant de chambres de commerce...

- d'une entreprise publique ou nationalisée :

S.N.C.F., E.D.F., R.A.T.P., Renault, Charbonnages de France, grandes banques, Banque de France, Caisse des dépôts... ainsi que la Sécurité sociale, les Caisses d'allocations familiales, l'Unédic, etc. ...

- du secteur privé.

EN CAS DE DOUTE concernant ces trois rubriques, n'hésitez pas à NOTER LE NOM DE L'ENTREPRISE.

Les non salariés :

- aide familial(e) :

Un aide familial est une personne qui aide un membre de sa famille (appartenant généralement au ménage et non salarié) dans l'exercice de sa profession sans recevoir de salaire contractuel. Il peut donc ne pas recevoir d'argent, ou recevoir de l'argent de poche, ou encore recevoir des sommes plus importantes, mais variables et surtout non déterminées par contrat.

- personnes indépendantes, à leur compte :

Ce sont :

- 1) les exploitants agricoles (propriétaires, fermiers, métayers) ;
- 2) les membres d'une profession libérale ;
- 3) les employeurs ou travailleurs indépendants : artisans, commerçants, industriels... sont également compris, les gérants majoritaires de S.A.R.L. et les personnes ne travaillant qu'à la commission.

N'oubliez pas de demander le nombre de salariés permanents employés. Cette indication est essentielle pour le chiffrage de la catégorie socio-professionnelle (séparation entre artisans et industriels, entre petits et gros commerçants).

LES DIPLOMES OBTENUS

Les questions concernant les diplômes apparaissent 3 fois dans le questionnaire :

- les diplômes de l'ex-mari p. 6
- les diplômes de l'enquêtée p. 8
- les diplômes du conjoint (compagnon) actuel p. 34

Reportez-vous à la carte de codes. Plusieurs réponses peuvent être indiquées par la personne interrogée. Vous retiendrez la réponse correspondant au chiffre le plus élevé. Seules devront être classées à chacun des niveaux de diplôme, les personnes qui possèdent réellement un diplôme correspondant à ce niveau, à l'exclusion de celles qui ont suivi les études correspondantes, sans obtenir de diplôme, et qui considéreraient avoir ce niveau de diplôme.

Si la personne ne possède aucun diplôme, vous chiffrerez "0".

N.B. Le diplôme le plus élevé obtenu par une personne dans l'ensemble de ses études n'est pas toujours le dernier en date obtenu.

LES DATES

Les réponses sur les dates (p. ex. A2 et A2bis, A5, etc.) doivent être aussi précises qu'il est demandé dans le questionnaire. Elles doivent donc comporter le mois de l'événement en plus de l'année, dans la plupart des cas.

Pour obtenir ces renseignements vous pouvez suggérer à l'enquêtée des recoupements, p. ex. avec son âge à ce moment-là ou avec d'autres dates, en particulier celles que vous avez déjà obtenues précédemment. Ainsi, si l'enquêtée ne se souvient plus spontanément de la date où a débuté sa 2^{ème} union, lui rappeler la date de la fin de la 1^{ère} et essayer de savoir si la 2^{ème} a débuté la même année, au printemps, pendant les vacances, etc.

S'il subsiste une imprécision dans la réponse, notez en clair le maximum de précision : p. ex. début 1974, ou mars-avril 1965, etc.

SI NON : CODER 0 ; SI OUI : COMBIEN ?

Plusieurs questions relatives au nombre d'enfants (p. ex. A9) ou au nombre de périodes de chômage (p. ex. B29) sont posées en deux temps, sur le modèle suivant :

- a - avez-vous eu des enfants ?
- b - (si oui) combien ?

Vous porterez la réponse dans le bac prévu à cet effet : soit 0 si la réponse était "non" en a, soit le nombre cité en b.

7 - Les instructions spécifiques à chaque question

A

A2►18

: On recueille des informations sur toutes les unions qu'a pu connaître l'enquêtée au cours de sa vie. Une union, c'est habiter avec un homme et vivre en couple avec lui ; ce peut être une "union libre" (code 2 en A3 et A4) aussi bien qu'un mariage (code 1 en A3 ou A4).

Toutefois la base de sondage nous assure que toutes les femmes enquêtées ont eu au moins un mariage. Si ce n'est pas le cas, c'est-à-dire si la femme n'a connu que des "unions libres", c'est une erreur de sondage ► fin de l'entretien.

Dans une union la femme vit avec son mari si c'est un mariage, avec un compagnon si c'est une "union libre". Le terme conjoint peut désigner indifféremment le mari ou le compagnon.

Une union peut se terminer par le décès du conjoint (veuvage : code 2 en A13) ou par une séparation (code 1 en A13). Dans l'exemple du questionnaire, les termes "séparation" et "séparée", employés isolément, évoquent simplement la fin de la vie commune, c'est-à-dire la séparation de fait des deux conjoints. Quand on veut parler de la séparation de corps légale, on le précise explicitement.

La base de sondage nous assure que toutes les enquêtées ont eu au moins un mariage terminé par une séparation. Si ce n'est pas le cas c'est une erreur de sondage ► fin de l'entretien.

Il est indispensable que le tableau nous donne des renseignements sur toutes les unions de l'enquêtée, même si, par la suite on parle plus spécialement de deux d'entre elles : celle avec l'"ex-mari" et celle avec le "conjoint (compagnon) actuel".

A2►18

: Le tableau est lu en colonne. A la fin de chaque colonne on sort du tableau ou on passe à la colonne suivante selon la réponse à A18.

La construction du tableau est achevée si l'union concernée est encore en cours ("non" en A12) ou si l'enquêtée vit seule depuis la fin de sa dernière union ("seule" en A18).

A2-2bis

: Indiquent la date de début d'une union (en mois et année) : **A 2** pour la première union de l'enquêtée seulement, **A2bis** pour chaque union ultérieure. On ne pose donc jamais **A 2** et **A2bis** pour la même union : pour la première union, on pose **A2**, puis **A3**, etc. (on saute **A2bis**) ; pour les unions suivantes, on pose **A2bis**, puis **A3**, etc. (on ne pose plus **A2**).

A12

: Dans l'échantillon retenu les femmes ont toutes eu au moins un mariage rompu. Il est donc en principe impossible que la première union ne soit pas aujourd'hui terminée. Si cette éventualité se présentait malgré tout, bien vérifier auprès de l'enquêtée.

A19-A20

: Ces questions ne doivent évidemment pas être posées aux femmes actuellement en union. En **A12**, elles sont adressées en **A21** (sous le tableau).

△A21

: Attention : instruction !

Si l'enquêtée a eu plusieurs unions, il faut choisir celle dont on parlera plus en détails par la suite. Il faut :

1 - que cette union ait été un mariage (si l'enquêtée n'a eu que des "unions libres" ► fin de l'entretien) ;

2 - que ce mariage ait abouti à une séparation, avec ou sans divorce (un mariage conclu par un veuvage ne peut être retenu).

Si l'enquêtée a connu plusieurs mariages avec séparation, on retiendra le plus récent. Bien préciser à l'enquêtée de quel mariage et de quel mari on va ensuite parler.

Cet ensemble de précautions est nécessaire pour que l'échantillon enquêté soit représentatif de l'ensemble des femmes qui se sont séparées d'avec leur mari.

► ► N'omettez pas de dire la phase finale de la page 3 (écrite en noir et non en vert). Dans la suite du questionnaire on parle toujours de l'"ex-mari". Rappelez ultérieurement à l'enquêtée de quelle union il s'agit en sorte qu'aucune erreur n'intervienne sur ce point essentiel.

B

- B1 - 2** : Le contrat de séparation des biens nous intéresse car il "résout" le problème du partage des biens lors de la séparation.
- B5 - B8** : Remarquez qu'on ne demande pas à l'enquêtée sa religion.
- B7 - B8** : Après **B7**, on ne pose **B8** que si chacun des deux conjoints a été élevé dans une religion.
- B9 - B10** : Une réponse dans chacune des six colonnes.
- B9 D et E**
B10 D et E
B11 A et B } sont sans objet si l'enquêtée n'a eu aucun enfant avec son ex-mari.
- B11 - B12a** : D'abord poser **B11A**, B et C ; poser ensuite **B12a-A** si la réponse est Oui (ou peut-être) à **B11.A** ; même chose ensuite pour B et C.
- B16 - B17** : Emploi régulier, à l'exclusion des emplois occasionnels comme ceux des étudiants pendant leur scolarité.
- B20 - B33** : D'abord l'ensemble des questions de la colonne de gauche (intitulée "pendant votre union") ; puis celles de la colonne de droite ("depuis la séparation") ; sauf guidage.
- B20 - B21** {
B27 - B28 } : L'employé qui devient patron au sein de la même entreprise (p. ex. à la mort de son père), ou le patron devenant salarié, sont classés comme s'ils avaient travaillé successivement dans deux entreprises distinctes.
- B29 - B31** : "En dernier lieu" : dans le dernier emploi dont l'enquêtée a eu connaissance.

C

C8 - C10

: Emploi régulier à l'exclusion des emplois occasionnels comme ceux des étudiants pendant leur scolarité.

C11 ➤ 22

: D'abord l'ensemble des questions de la colonne de gauche (intitulée "pendant cette union"), puis celles de la colonne de droite ("depuis la séparation") ; sauf guidage.

C29

: Beaucoup de salariés ont un emploi "normal" sans avoir reçu de contrat ni de lettre d'embauche (code 4).

Il faut les distinguer des personnes employées au noir ou de façon très occasionnelle qu'on assimilera aux vacataires dont l'emploi est particulièrement instable (code 2).

C32

: Le nombre de personnes travaillant dans l'entreprise. Dans le cas de petites entreprises, établissement et entreprise se confondent, mais une entreprise importante peut avoir plusieurs établissements situés à des endroits différents et ayant des activités différentes.

Ex. : Une employée de banque ne devra pas donner le nombre de personnes travaillant dans son agence, mais dans l'ensemble de la société (cf. la Société Générale).

D

- D1** : Assurer la cohérence avec la date entourée au tableau A.
- D2** : Durée de la mésentente et non pas une date. P. ex. : "nous ne nous entendions plus depuis déjà 2 ans".
- D3** : Relance éventuelle pour que l'enquêtée explique pourquoi la mésentente a fini par occasionner une séparation.
- D10** : La séparation légale, qui est très peu fréquente, est prononcée par le juge ; elle suit la même procédure et a les mêmes effets que le divorce, mais elle ne permet pas le remariage. Dans le questionnaire, on a utilisé seulement le terme "divorce" que vous devrez remplacer par "séparation légale" dans les rares cas que vous rencontrerez. Les questions posées restent les mêmes.

Plus exceptionnellement encore, l'enquêtée aura vu sa séparation légale convertie, presque automatiquement, en divorce. Cette conversion permet seulement aux anciens conjoints d'envisager un remariage et ne change rien aux décisions prises par le juge au moment de la séparation légale. On s'intéressera donc uniquement au jugement de séparation légale (sa date en **D10**, qui a pris l'initiative en **D12**, etc.).

D10 - D11

: Une seule date : celle du divorce dans la plupart des cas ; celle de la tentative de conciliation seulement pour ceux qui n'ont pas encore eu de jugement de divorce.

Ex : le divorce a été prononcé : oui à **D10** et date du divorce, puis passer à **D12**, etc.

le divorce n'a pas été prononcé mais la tentative de conciliation a eu lieu : non à **D10**, oui à **D11** et date de la tentative de conciliation, puis **D12**, etc.

le divorce n'a pas été prononcé et la tentative de conciliation n'a pas eu lieu : non à **D10**, non à **D11**, pas de date et passer à **D20**, etc.

E

E11

: Sont considérés comme prêts aidés, les prêts suivants qui ont bénéficié de l'aide de l'Etat :

- les logécos pour la période 1953-1963 ;
- les prêts HLM (1963-1978) ;
- les prêts spéciaux immédiats (PSI) (1963-1978) ;
- les prêts spéciaux différés (PSD) (1965-1978) ;
- les prêts immobiliers conventionnés (PIC) (1972-1975) ;
- les prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP), qui existent depuis 1977.

Cette liste est limitative : tous les autres prêts (y compris les prêts d'épargne logement, les prêts conventionnés (PC), etc.) doivent être classés dans la rubrique des prêts non aidés.

E21

: On exclut le logement occupé avec l'ex-mari à la veille de la séparation, même si l'enquêtée a continué à l'occuper ensuite un moment. Ce logement a, en effet, déjà été décrit en E2 et suivantes.

E22 - 27

: Lire le tableau en colonne :
 si E21 = 01, remplir la colonne "logement actuel" seulement ;
 si E21 = 02, remplir les colonnes "1^{er} logement" et "logement actuel" ;
 si E21 = 03, remplir les trois colonnes ;
 si E21 = 04 ou plus, décrire seulement les deux premiers logements et le logement actuel.

E28L

: En cas de logement gratuit, coder 0 franc de loyer. Après E28L, passer à F1.

E28p

: Logement entièrement payé : coder 0 franc de remboursement.

F

F1

: Une réponse dans chacune des 6 colonnes.

Ex. : l'enquêtée (et elle seule) avait un livret d'épargne quelle qu'en soit la nature -livret A, épargne logement, etc.- (code 1 en colonne Livr. ép.) ;

chaque conjoint avait sa voiture (code 4 en colonne Voit.) ;

un fonds de commerce au nom du mari (code 2 en colonne Fonds com.) ;

un portefeuille d'actions en commun pour les deux conjoints (code 3 en colonne Autre, préciser : actions).

F10

: Cette rente peut avoir été prévue par exemple pour 18 mois (le temps de suivre une formation), mais aussi jusqu'à la fin de sa vie ou jusqu'à la majorité du plus jeune enfant. Indiquer alors en clair.

G

G1A et B

: Sont sans objet si l'enquêtée n'a eu aucun enfant avec son ex-mari.

G1 - 2

: Poser d'abord G1A, B et C. Poser ensuite G2A si la réponse est Oui (ou peut-être) à G1A ; même chose ensuite pour B et C.

G13 ➤ 15

: Poser pour chaque parent G14 ou G15 selon la réponse à G13

Père inconnu en G13 sauter G14 et G15 pour le père.

Mère inconnue en G13 sauter G14 et G15 pour la mère, sauter aussi G16 et passer à H1.

H

H1

: Tous les enfants nés vivants de l'enquêtée, quel que soit le père des enfants, y compris les enfants aujourd'hui décédés.

Si l'enquêtée n'a eu aucun enfant, coder 00 avant de passer à H13.

H2-- 12

: Le tableau est lu en colonne. Respectez l'ordre chronologique des enfants en commençant par l'ainé. Sa construction est achevée quand on a rempli autant de colonnes qu'il y a d'enfants en H1. S'il y a plus de 6 enfants, passer aux pages 22-23.

La fin d'une colonne intervient soit en H11 (code 1 ou 2) soit en H12.

A l'issue du tableau, poser H13 et suivre l'instruction ~~H14~~ au bas de la page 21.

Attention, il est indispensable d'avoir ici des renseignements sur tous les enfants nés de l'enquêtée, même si par la suite on ne retient que ceux qu'elle a eus, adoptés ou reconnus avec son ex-mari.

H13

: Si réponse "non, aucun" noter : 0 enfant du conjoint
0 enfant recueilli.

i

i1 - 8

: Relever les prénoms indiqués en H2 pour les seuls enfants que l'enquêtée a eus, adoptés ou reconnus avec son ex-mari. Respecter, comme précédemment, l'ordre chronologique.

Attention, il est indispensable d'avoir ici tous ces enfants même s'ils ne vivaient plus avec l'enquêtée et son ex-mari au moment de la séparation (enfants déjà indépendants ou décédés).

i1 - 8

: Le tableau est d'abord rempli en ligne pour i1, i2, i3 et i4, s'il y a plusieurs enfants.

Par contre, i6, i7 et i8 découlent directement, pour chaque enfant, d'un code 4 en i5 et doivent donc être posées à la suite de i5, comme l'indique le guidage dans chaque colonne.

i9 - 12

: Une fois le tableau complété, ne pas omettre les questions i9 et i10 p. 24 et i11 et i12 p. 25.

J

J1 ► 24

Selon les réponses à i5 on remplira :

- seulement la page 26 (J1 à J12) ;
- seulement la page 27 (J13 à J24) ;
- les deux pages 26 et 27 (J1 à J24) ;
- aucune des deux pages.

Ex. pour des enquêtées ayant eu un garçon ou une fille avec leur ex-mari :

1^{er} cas, depuis la séparation, les deux enfants ont vécu avec leur grand-mère (code 3 en i5) ► page 26 seulement ;

2^{ème} cas, depuis la séparation, les deux enfants ont vécu avec l'enquêtée seulement (code 1 en i5) ► page 27 seulement ;

3^{ème} cas, depuis la séparation, le garçon a vécu avec son père (code 2 en i5) et la fille a vécu avec son père puis avec l'enquêtée (code 4 en i5) ► page 26 pour le garçon et page 27 pour la fille ;

4^{ème} cas, à la séparation les deux enfants étaient déjà indépendants (code 5 en i1, donc aucun enfant en i5) ► aucune des deux pages.

Si la page 27 est remplie, on continue, page suivante, en K1.

Si la page 27 n'est pas remplie, on passe en L1 car l'enquêtée n'a jamais eu ses enfants avec elle depuis la séparation.

K

- K1 ➤ 36** : Les questions K1 à K36 (p. 28 à 31) ne sont posées que si la page 27 vient d'être remplie c'est-à-dire si des enfants ont vécu avec l'enquêtée depuis sa séparation. Sinon, on passe à L1, p. 32.
- K2** : La date du premier versement prévu peut résulter de l'accord des conjoints ou d'une décision du juge (non conciliation, divorce, modification du jugement de divorce).
- K8 ➤ 11** : Le tableau est lu en colonne, c'est-à-dire pour chacune des modifications successives. Il est terminé quand il n'y a pas de modification ultérieure (non à K11).
- K12** : On note en K12B toutes les procédures connues de l'enquêtée, y compris celles qu'elle a déjà citées spontanément en K12A.
- On ne passe directement en K14, en sautant K13, que si elle ne connaît aucune procédure, ni spontanément (K12A), ni avec la liste réponse.
- Ex. si l'enquêtée ne cite spontanément aucune procédure (code 9 en K12A), mais connaît la saisie immobilière et la saisie mobilière avec la liste réponse (code 2 et 3 en K12B), on passe à K13.
- K16** : Code 0 = pas d'enfant avec vous.
- K19** : Si l'enquêtée n'a jamais touché la pension pour les enfants, coder 88, 1988 et passer à K26.
- K22** : Au bout de combien de temps après la date fournie en K2.
- K27** : Doit être posée même si Oui à K26.
- K32** : Coder Oui seulement si l'enquêtée a un montant présent à l'esprit.
- K34-35 - 36** : Quelle que soit la réponse à K34 on pose ensuite la question ouverte correspondante K35. Mais après K35 on pose ou non K36 selon la réponse à K34.
- K36C** : S'il est non propriétaire, comprendre "une saisie sur son logement au cas où il serait propriétaire".

L

L1A et B

: Sans objet si l'enquêtée n'a eu aucun enfant avec son ~~ex-mari~~ (toujours celui sélectionné en A21).

L1 - 2

: D'abord poser L1A, B et C. Poser ensuite L2A si la réponse est Oui (ou peut-être) à L1A; même chose ensuite pour B et C.

L4- 5- 6

: Mère inconnue en L4, sauter L5 pour la mère, puis sauter aussi L6 et passer à M1.

M

M1 - M2

: Bien préciser sans être mariée.

N

N1 ► 24

Si l'enquêtée vit actuellement sans conjoint ni compagnon, passer directement au chapitre suivant (O Composition du ménage, p. 36).

N22- 23 - 24

: Mère inconnue en N22, sauter N23 pour la mère, puis sauter aussi N24 et passer à O1.

O

O1

: Compter toutes les personnes présentes ou rattachées au foyer (élèves internes, hospitalisés, militaires du contingent), y compris l'enquêtée elle-même.

"Si une personne" = si l'enquêtée vit seule.

Ne pas omettre les sous-locataires et personnes hébergées (code 5), les salariés logés (code 4).

O4

: Ne pas oublier les personnes temporairement absentes.

P

P1 ► 8

: Poser chaque question pour l'enquêtée puis son conjoint actuel si le cas s'y prête.

Ex. 1 : tous deux travaillent et sont salariés : poser P1 pour l'un puis l'autre ; de même ensuite pour P2 et P3. Passer ensuite à P7 et P8.

Ex. 2 : il travaille comme salarié et elle est au chômage : aller en P4 pour le conjoint seulement, puis en P5 - P6 pour l'enquêtée. Passer ensuite à P7, P8 pour les deux.

P2 - P3
P5 - P6
P7 - P8
P9 - P10

Si plusieurs réponses à la première des deux questions, demander ensuite la somme totale perçue.

Ex. : un 13^{ème} mois et une prime de vacances en P2 ► somme des deux en P3.

P15

: Bien préciser : "l'ensemble des ressources du ménage", y compris donc les revenus de l'éventuel conjoint (compagnon).

►► Après la fin de l'entretien, ne pas omettre de remplir les deux couvertures extérieures du questionnaire.

8 - Lexique des termes juridiques.

(N.B. Les astérisques renvoient à d'autres termes du lexique)

Abandon de famille : Le non paiement des pensions alimentaires constitue un délit d'abandon de famille. Sur plainte du conjoint créancier, le tribunal correctionnel peut prononcer une peine allant de la simple amende avec sursis jusqu'à 1 an d'emprisonnement ferme.

Aide judiciaire : Possibilité pour les personnes dont les ressources sont modestes de bénéficier d'une justice "gratuite" (aide judiciaire totale) ou "à prix réduit" (aide judiciaire partielle). Tout ou partie des honoraires d'avocat sont pris en charge directement par le tribunal.

Conciliation (tentative de...) :Après réception de la demande de divorce, le juge convoque les époux et cherche à les réconcilier. S'il n'y parvient pas, il prend des mesures provisoires, dans une "ordonnance de non-conciliation", pour organiser la garde des enfants*, le droit de visite*, le montant des pensions alimentaires*, l'attribution du domicile conjugal.

Consentement mutuel (divorce par...) : Les époux règlent ensemble avec leurs avocats les conséquences de leur rupture, sans que le juge ait à connaître les raisons du divorce. Ils soumettent à l'approbation du juge une convention décrivant les conséquences pratiques de leur séparation : garde des enfants*, droit de visite*, pensions alimentaires*, partage des biens, attribution du domicile conjugal.

Contribution aux charges du mariage : Le mariage comporte l'obligation pour chaque époux de contribuer aux charges du mariage. Si l'un ou l'autre s'abstient de contribuer, son conjoint peut obtenir du tribunal d'instance une décision de justice fixant la contribution de l'époux récalcitrant.

Demande acceptée (divorce sur...) : Les époux sont d'accord sur le principe de la séparation, mais pas sur les modalités. L'un d'eux présente une demande en divorce et un mémoire relatant objectivement les faits ayant conduit à la rupture, sans chercher à déterminer un responsable. Si ce mémoire est accepté par l'autre conjoint, le divorce est prononcé par le juge.

Divorce : Il existe 4 formes de divorce :

- par consentement mutuel* et sur demande acceptée*, il nécessite l'accord des deux époux ;
- par faute*, il condamne l'un des époux ;
- pour rupture de la vie commune*, il constate l'échec d'une vie conjugale, sans que l'accord des parties soit nécessaire.

Droit de visite (et d'hébergement) : Celui des parents qui n'a pas la garde de l'enfant* se voit attribuer un droit de visite et d'hébergement, c'est-à-dire la possibilité de prendre l'enfant certains jours de la semaine et pendant une partie des vacances scolaires.

Faute (divorce pour...) : Un des époux prouve que l'autre rend la vie à deux impossible par des fautes graves et renouvelées : agressivité, jalousie excessive, violence, alcoolisme, abandon affectif et matériel, infidélité, etc. Le divorce est prononcé par le juge aux torts de l'époux fautif ; si chaque époux a commis des fautes il est prononcé aux torts partagés.

Garde des enfants : Elle est confiée par le juge (ou par la convention entre époux dans les divorces par consentement mutuel*) à l'un des deux parents ou, exceptionnellement, à une tierce personne ou un établissement d'éducation. Le parent gardien exerce seul l'autorité parentale, mais les solutions dites de "garde conjointe" consistent au contraire à laisser aux deux parents l'exercice conjoint de cette autorité.

Modification du jugement : Le jugement de divorce* est susceptible d'appel et de cassation. En outre, les mesures concernant les enfants : garde*, pensions*, droit de visite* sont toujours révisables devant le juge et dans l'intérêt des enfants.

Païement direct : L'huissier peut faire payer directement la pension alimentaire* par l'employeur du débiteur, par sa banque ou toute personne qui lui doit de l'argent (locataires, etc.). Il faut cependant que le mauvais payeur soit solvable et que l'huissier connaisse son adresse et celle de son employeur.

Pension alimentaire aux enfants : Contribution à l'entretien des enfants versée par l'époux qui n'en a pas la garde*. Son montant est fixé par le juge (ou par la convention entre époux dans les divorces par consentement mutuel*). Elle est généralement versée jusqu'à la majorité des enfants ou à la fin de leurs études.

Prestation compensatoire (pension alimentaire) à l'épouse : Pour compenser le déséquilibre financier provoqué par le divorce* à l'égard d'un des époux. Elle peut prendre la forme :

- d'un capital (somme d'argent, usage d'une maison, etc.) ;
- d'une rente à vie ou pour une période déterminée si le tribunal estime que l'ex-époux aura repris son indépendance financière à la fin de cette période.

Recouvrement des pensions alimentaires : En cas de non-paiement des pensions, le débiteur peut être contraint à payer par des procédures de saisie*, de paiement direct* et de recouvrement public* ou poursuivi pour délit d'abandon de famille*.

Recouvrement public : Le procureur de la République ayant été saisi, celui-ci charge le percepteur des impôts de récupérer les pensions alimentaires* en utilisant à l'encontre du débiteur les mêmes moyens que ceux dont il dispose pour faire payer les impôts.

Rupture de la vie commune (divorce pour...) : Lorsque des époux vivent séparés depuis 6 ans (ou que l'un des époux est atteint depuis 6 ans d'une maladie mentale qui rend toute communauté de vie impossible), un des époux peut obtenir le divorce même si l'autre s'y oppose et n'a rien à se reprocher. Le divorce est prononcé aux torts du demandeur.

Saisie-arrêt sur salaire : Quand l'ex-époux ne paye pas ses pensions alimentaires* et qu'il est salarié, le juge du tribunal d'instance peut demander à son employeur de retenir sur son salaire la part correspondant à ces pensions.

Saisie mobilière ou immobilière : Un huissier peut procéder à une saisie mobilière (sur les meubles, la voiture, etc.) ou immobilière (sur le logement) sur les biens de l'ex-époux mauvais payeur, et faire vendre ces biens pour récupérer les sommes dues.

Séparation de biens (contrat de...) : Chaque époux reste propriétaire de ses biens : ceux possédés avant le mariage, ceux obtenus par donation ou succession et ceux acquis en son nom pendant le mariage. Chacun peut disposer de ses biens comme il l'entend, sans l'accord de l'autre.

Séparation légale (ou de corps) : Procédure judiciaire comparable au divorce* avec de nombreux effets semblables : autorisation de résidence séparée, attribution de la garde des enfants*, fixation de pensions alimentaires*. Mais les deux époux restent mariés et ne peuvent donc pas se remarier. La séparation légale peut être convertie en divorce* au bout de 3 ans.

Regroupement par thème

Pendant le mariage :

- Séparation de biens (contrat de...)
- Contribution aux charges du mariage

Procédure de divorce :

- Conciliation (tentative de...)
- Divorce
- Séparation légale
- Consentement mutuel (divorce par...)
- Demande acceptée (divorce sur...)
- Faute (divorce pour...)
- Rupture de la vie commune (divorce pour...)
- Aide judiciaire

Effets du divorce :

- Garde des enfants
- Droit de visite (et d'hébergement)
- Pension alimentaire aux enfants
- Prestation compensatoire (pension alimentaire) à l'épouse
- Modifications du jugement

Non-paiement des pensions alimentaires :

- Recouvrement des pensions alimentaires
- Saisie-arrêt sur salaire
- Saisie mobilière ou immobilière
- Paiement direct
- Recouvrement public
- Abandon de famille